



## Assemblée générale

Distr. limitée  
15 mars 2002  
Français  
Original: anglais

---

### Cinquante-sixième session

Point 132 de l'ordre du jour

#### **Projet de résolution présenté par le Président à l'issue de consultations officielles**

#### **Financement du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994**

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* les rapports du Secrétaire général sur le financement du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994<sup>1</sup>,

*Ayant également examiné* les prévisions de dépenses révisées découlant du renforcement du rôle des services de contrôle interne dans les Tribunaux internationaux pour l'exercice biennal 2002-2003<sup>2</sup>,

*Ayant examiné en outre* les rapports du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>3</sup>,

*Rappelant* sa résolution 49/251 du 20 juillet 1995 relative au financement du Tribunal pénal international pour le Rwanda et ses résolutions ultérieures sur la question, dont la dernière en date est la résolution 56/248 du 24 décembre 2001,

1. *Réaffirme* les dispositions contenues dans sa résolution 56/248, sous réserve des dispositions de la présente résolution;

---

<sup>1</sup> A/56/497 et Add.1.

<sup>2</sup> A/C.5/56/30 et Add.1.

<sup>3</sup> A/56/666 et A/56/717.

2. *Fait siennes* les conclusions et recommandations figurant dans les rapports du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires<sup>2</sup>, sous réserve des dispositions de la présente résolution;

3. *Décide* d'approuver le tableau d'effectifs du Tribunal international pour le Rwanda pour l'exercice biennal 2002-2003, comme l'a recommandé le Comité consultatif;

4. *Décide également* d'approuver les ressources requises pour la poursuite des fonctions de contrôle au Tribunal international pour le Rwanda pendant le reste de l'exercice biennal 2002-2003, pour un montant brut de 493 300 dollars des États-Unis (montant net : 398 800 dollars);

5. *Prie* le Secrétaire général de prendre toutes les mesures nécessaires pour résoudre les problèmes d'obligation redditionnelle, de gestion et d'efficacité au Tribunal international pour le Rwanda et de faire rapport à l'Assemblée générale sur les mesures prises;

6. *Regrette* que la publication du rapport détaillé sur les résultats de l'application des recommandations du Groupe d'experts chargé d'examiner l'efficacité des activités et du fonctionnement du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda ait été retardée et demande à nouveau que le rapport soit soumis pour examen à l'Assemblée générale à sa cinquante-septième session;

7. *Prie* le Secrétaire général de veiller à l'achèvement du rapport sur les incidences financières à long terme probables résultant pour l'Organisation des Nations Unies de l'application des sentences afin qu'elle puisse l'examiner à sa cinquante-septième session;

8. *Décide* d'ouvrir un crédit révisé, pour inscription au Compte spécial du Tribunal international pour le Rwanda, d'un montant brut total de 197 127 300 dollars (montant net : 177 739 400 dollars) pour l'exercice biennal 2002-2003;

9. *Décide également* d'examiner la question des quotes-parts à sa cinquante-septième session, dans le contexte du premier rapport sur l'exécution du budget.